

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 29/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MAHLE BEHR France**

5 AVE DE LA GARE  
B.P. 49  
68250 ROUFFACH

Références : 0760\_2022\_08\_17\_MAHLE BEHR VIIC sécheresse  
Code AIOT : 0006700760

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2022 dans l'établissement MAHLE BEHR France implanté 5 avenue de la Gare 68250 ROUFFACH. L'inspection a été annoncée le 11/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du déclenchement du niveau de Crise sécheresse sur une partie du Haut-Rhin et impliquant la mise en oeuvre de mesures de réduction des prélèvements et de la consommation d'eau.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAHLE BEHR France
- 5 avenue de la Gare 68250 ROUFFACH
- Code AIOT : 0006700760
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société MAHLE BEHR fabrique des équipements aérauliques et frigorifiques à destination de l'industrie automobile. Le site est implanté en bordure de la Lauch et prélève de l'eau dans la nappe d'accompagnement de la Lauch essentiellement pour le fonctionnement de ses installations de refroidissement.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des prélèvements d'eau
- maîtrise des rejets industriels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 9.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai
2	Modification des installations	Code de l'Environnement, Article L.181-14 et Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai
6	Prélèvements et consommation d'eau en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 2-3	/	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai
7	Condition de rejet des eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, articles 9.3.4 et 9.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	Sans délai

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 9	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en oeuvre de mesures spécifiques à la suite du déclenchement du niveau Crise sécheresse.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommations en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations afin de limiter les flux d'eau.</p> <p>L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins industrielles, dans la nappe, au niveau du local incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un volume annuel maximal de : 700 000 m<sup>3</sup></li> <li>- un débit instantané maximal des pompes : 18, 65 et 77 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> <p>L'exploitant est autorisé à prélever l'eau, utilisée à des fins thermiques, dans la nappe, au niveau du bâtiment social et de la chaufferie II :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un volume annuel maximal de : 750 000 m<sup>3</sup></li> <li>- un débit instantané maximal des pompes : 3 x 77 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.</p> <p>Les installations de réfrigération sont en circuit fermé, excepté celles relatives aux PAC et à l'unité compresseur."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté un non respect de la prescription portant sur les volumes d'eau maximum annuels prélevés.</p> <p>En effet, l'exploitant a déclaré sur l'application GEREPE un prélèvement total en nappe de 2 246 333 m<sup>3</sup> en 2021 et de 1 902 908 m<sup>3</sup> en 2020 alors qu'il est autorisé à un prélèvement total maximum de 1 450 000 m<sup>3</sup>/an à des fins industrielles et thermiques.</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté que le site dispose de trois puits de prélèvement, identifiés par les numéros 123, 124 et 126, dont l'utilisation est répartie de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- puits n° 123 dédié au réseau d'eau incendie, au réseau d'eau des TAR, au réseau d'eau pour les deux pompes à chaleurs (en circuit ouvert) et au réseau d'eau glacé ;</li> <li>- puits n° 124 dédié au réseau d'eau de la deuxième chaufferie (bâtiment social) ;</li> <li>- puits n° 126 dédié au réseau d'eau de la chaufferie des halls n° 1 à 6 (dénommée HOVAL) et au refroidissement du réseau d'air comprimé.</li> </ul> <p>En conséquence le volume d'eau prélevé à des fins industrielles correspond au puits n° 123 et celui prélevé à des fins thermiques aux puits n° 124 et 126.</p> <p>Le suivi mensuel de l'année 2022 des prélèvements d'eau effectués par l'exploitant sur chacun des puits révèle au 04/07/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un volume prélevé de 429 868 m<sup>3</sup> sur le puits n° 123, pour un volume annuel maximal de 700 000 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- un volume prélevé de 790 573 m<sup>3</sup> sur les puits n° 124 et 126. L'exploitant a donc déjà dépassé pour l'année 2022 le volume annuel maximal autorisé de 750 000 m<sup>3</sup> d'eau utilisée à des fins thermiques.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant limitera ses prélèvements d'eau afin de respecter à la fin de l'année 2022 le volume annuel maximum autorisé à des fins industrielles. Il s'assurera notamment de respecter les débits des pompes spécifiés à l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 9/05/2005 susvisé.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant ne dispose pas de moyens techniques lui permettant de déterminer sa consommation d'eau (différence entre volume prélevé et volume rejeté). Le volume rejeté mentionné dans la déclaration GEREPE de l'exploitant est un volume estimé, considérant une perte de 10 % d'eau au niveau du réseau des pompes à chaleur.</p>

La mesure de la consommation en eau permet notamment d'évaluer l'impact des installations sur le milieu. Cet élément devra être pris en compte dans le dossier mentionné au point 2 ci-après.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai

**N° 2 :** Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'Environnement, Article L.181-14 et Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Modification des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article L.181-14 du Code de l'Environnement  <i>"Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</i></p> <p><i>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</i></p> <p><i>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées."</i></p> <p>Article 5 de l'Arrêté du 9/05/2005  <i>"Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation."</i></p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué avoir réalisé en 2019 une modification permettant de refroidir l'air dans les halls de production. Cette modification a conduit à augmenter le volume d'eau prélevée dans la nappe.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet alors qu'elle impacte, notamment, l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 9/05/2005.</p>
<p><b>Observations :</b>  <b>Dans un délai de 6 mois</b>, l'exploitant portera à la connaissance du préfet l'ensemble des modifications intervenues sur ses installations et notamment celles relatives au refroidissement des locaux qui nécessitent des prélèvements supplémentaires dans la nappe ; ces modifications ont des incidences sur les prescriptions en vigueur comme le volume d'eau prélevé ou les débits de prélèvements d'eau.</p> <p>Dans son dossier l'exploitant analysera sa situation administrative au regard des nomenclatures ICPE et IOTA.</p> <p>Enfin, au regard des évolutions technologiques, l'exploitant examinera les divers procédés techniques permettant d'une part de passer ses pompes à chaleur en circuit fermé et, d'autre part, de réduire sa consommation et ses prélèvements d'eau. L'exploitant joindra le plan d'action issu de cette réflexion accompagné d'un échéancier de réalisation, au porté à connaissance susmentionné.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 3 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition. "
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a constaté que le débit de prélèvement cumulé sur les trois puits est supérieur à 100 m <sup>3</sup> /j. L'exploitant réalise un suivi mensuel des volumes d'eau extraits sur chacun des compteurs d'eau au lieu de journalier.
<b>Observations :</b> L'exploitant met en place un suivi quotidien des volumes d'eau prélevés et transmet au préfet et à l'inspection des installations classées les justificatifs associés à sa mise en oeuvre effective.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai

#### N° 4 : Étalonnage des dispositifs totaliseurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/03/2007, article 9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étalonnage des dispositifs totaliseurs		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> " La validité de la première vérification périodique d'instruments neufs ou réparés est fixée conformément au tableau ci-après, Q1 et Q3 étant les débits définis à l'annexe MI-01 de l'arrêté du 28 avril 2006 susvisé et à l'annexe III de l'arrêté du 9 juin 2016 mentionné ci-dessus :		
VALIDITÉ	CONTRÔLE SELON le décret du 29 janvier 1976 susvisé	CONTRÔLE SELON le décret du 12 avril 2006 susvisé et le titre II du décret du 3 mai 2001 susvisé
9 ans	Classe A	$Q_3/Q_1 \leq 50$
12 ans	Classe B	$50 < Q_3/Q_1 \leq 125$
15 ans	Classe C	$Q_3/Q_1 > 125$
Pour les vérifications périodiques suivantes, la périodicité est fixée à sept ans pour tous les compteurs. [...] "		
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les certificats d'étalonnage de ses compteurs d'eau. Deux de ces compteurs ont été mis en service il y a plus de 9 ans, respectivement le 20/02/2012 (compteur SAPEL n° série 43240853) et le 30/04/2013 (compteur SAPEL n° série 47424613).		
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, <b>dans un délai d'un mois</b> , les éléments permettant de justifier de la classe de ces compteurs (A, B ou C) et, le cas échéant, leur certificat d'étalonnage actualisé.		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**N° 5 : Déclaration des prélèvements sur GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GEREP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ; [...]"
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré les volumes d'eau prélevés dans l'application GEREP pour les années 2020 et 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## **N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2022, article 2-3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau en période de sécheresse	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> "	
Usage	Crise
Industries ICPE (doivent se conformer à leur arrêté)	Niveau IV : Prélèvements minimaux (pour mise en sécurité si nécessaire)
<p>Tout exploitant d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) met en place une organisation qui lui permet de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site. Le registre de prélèvement prévu par le code de l'environnement devra être rempli hebdomadairement et mis à dispositions des services de contrôle.</p> <p>Les restrictions à mettre en place dépendent de l'usage de l'eau sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les usages non liés au process industriel, notamment l'arrosage des espaces vert, le lavage des véhicules, voirie et bâtiments ne répondant pas à des exigences sanitaires, les mêmes limitations que celles mentionnées au paragraphe 2-1 s'appliquent ;</li> <li>- pour les usages liés au process industriel, l'exploitant doit se conformer aux dispositions spécifiques relatives à la gestion de la ressource en eau prévues dans l'autorisation administrative."</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Par arrêtés des 21/07/2022 et 03/08/2022, le préfet du Haut-Rhin a placé successivement en alerte renforcée sécheresse le 21/07/2022 puis en crise sécheresse le 03/08/2022 la zone "Doller amont, Fecht, Weiss, Lauch". Les deux arrêtés prévoient en son article 2.3 des prescriptions applicables aux ICPE.</p> <p>L'exploitant est concerné par ces restrictions d'usage de l'eau dans la mesure où les prélèvements d'eau nécessaires au fonctionnement de ses installations s'effectuent dans la nappe d'accompagnement de la Lauch et dans le réseau AEP.</p> <p>L'article 9.1 de l'arrêté d'autorisation du 9/05/2005 du site mentionne que l'exploitant prend toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour limiter les flux d'eau.</p> <p>Il a été constaté que les personnes en charge des relevés mensuels des prélèvements d'eau étaient absentes entre le 21/07 et le 07/08/2022. Aucun suivi des prélèvements d'eau n'a été effectué durant cette période et jusqu'au jour de la visite le 17/08/2022.</p> <p>Une communication sur le sujet "sécheresse" a été mise en place le jour de la visite à destination des salariés de l'entreprise.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucun usage de l'eau n'est réalisé en dehors de ceux prévus par l'arrêté d'autorisation (à des fins industrielles et thermiques). Par ailleurs, une nouvelle pompe à chaleur a été installée récemment permettant de réguler automatiquement le débit de prélèvement en fonction des besoins du système.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas mis en place une organisation lui permettant de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site ni de suivi de ses prélèvements. Il n'a pas pris de dispositions spécifiques à la situation de crise sécheresse.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant met en place <b>sans délai</b> une organisation lui permettant de suivre l'évolution de l'état de la ressource au droit de son site ainsi qu'un suivi des prélèvements quotidien (le débit prélevé étant supérieur à 100 m3/j cf. Point 3 du présent rapport).</p> <p>Il transmet au préfet les justificatifs attestant de la mise en place de ce suivi ainsi que les mesures</p>	

prises pour réduire ses prélèvements en période de crise sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> sans délai

**N° 7 :** Condition de rejet des eaux de refroidissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2005, articles 9.3.4 et 9.4																			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Condition de rejet des eaux de refroidissement																			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 9.3.4  "Les eaux de refroidissement non recyclées (PAC et compresseur) sont rejetées à la Lauch par trois points de rejets.  Ces rejets doivent satisfaire aux dispositions suivantes :  [...]  - température &lt; à 28°C et ne pas entraîner une élévation de température supérieure à 3°C dans le cours d'eau,  [...]."</p> <p>Article 9.4  "L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses des paramètres suivants aux fréquences indiquées :</p> <table> <tr> <th>Situation du rejet</th><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th><th>Point de prélèvement</th></tr> <tr> <td colspan="4">[...]</td></tr> <tr> <td>Rejet eaux de refroidissement</td><td>T°C; [...]</td><td>Annuelle</td><td>3 points avant rejet dans la Lauch</td></tr> <tr> <td colspan="4">[...]</td></tr> </table> <p>[...]."</p>				Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement	[...]				Rejet eaux de refroidissement	T°C; [...]	Annuelle	3 points avant rejet dans la Lauch	[...]			
Situation du rejet	Paramètres	Fréquence	Point de prélèvement																
[...]																			
Rejet eaux de refroidissement	T°C; [...]	Annuelle	3 points avant rejet dans la Lauch																
[...]																			
<p><b>Constats :</b>  Les eaux de refroidissement sont rejetées en 4 points distincts. Deux d'entre eux sont situés à moins d'un mètre (l'un en dessous de l'autre) et ont été considérés comme un seul point de rejet.</p> <p>Conformément à l'article 9.4 de son arrêté d'autorisation, l'exploitant contrôle une fois par an le respect des paramètres de rejet des eaux de refroidissement. Toutefois le dernier rapport de contrôle ne prend pas en compte la température du cours d'eau afin de s'assurer du respect de l'absence d'élévation de température supérieure à 3°C.</p> <p>En période de sécheresse le contrôle de la température du rejet et de la Lauch est un facteur déterminant pour suivre son impact sur le milieu.</p>																			
<p><b>Observations :</b>  L'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées la température de ses rejets d'eau de refroidissement ainsi que celui de la Lauch à un endroit représentatif des zones de mélange permettant de vérifier l'impact de ses rejets sur la température du cours d'eau.  <b>Sans délai</b>, l'exploitant propose et met en place une surveillance de ses rejets d'eau de refroidissement et de leur impact sur la Lauch adaptée aux enjeux.</p>																			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																			
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																			
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai																			